



Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs

RINDRA HASIMBELO RABARINIRINARISON, JEAN-AIME A. RAVELOSON

Août 2011

Sommaire

1. Historique.....	2
2. Caractéristiques et structures du parti politique malgache.....	2
3. Place des partis politiques dans les républiques successives.....	3

1. Historique

L'origine des premiers partis politiques à Madagascar remonte à la lutte de libération nationale avec la création du VVS en 1913. Les organisations politiques ont peu à peu évolué avec la naissance des organisations syndicales des ouvriers et paysans vers 1936, des mouvements secrets PANAMA et JINY vers 1942, du « Comité de Salut Public » et du PDM vers 1946, qui avaient progressivement réclamé l'indépendance du pays. Le MDRM fût aussi créé en 1946. Cinq mois après, en juin 1946, le PADESM vit le jour. Avec la dissolution prématurée du MDRM, le PADESM était devenu le principal parti politique de Madagascar. Des partis locaux firent progressivement leur apparition dans le paysage politique du pays. Ce fut le cas, entre autres, du parti UDC dans les pays Sakalava, Antanosy et Antandroy. A partir de là, l'on assiste à la multiplication des partis et organisations politiques. Parmi les partis dits « partis historiques », de la première vague des partis politiques créés à Madagascar dans les premières années de l'indépendance, figuraient le PSD (1956) auquel appartenaient les membres des gouvernements successifs de la première République, le MONIMA (1958) du leader de la lutte anticoloniale Monja Jaona, l'AKFM (1959) regroupant les anciens MDRM, et le MFM (1972) de Rakotonirina Manandafy, un des leaders du mouvement de 1972.

2. Caractéristiques et structures du parti politique malgache

A Madagascar, l'histoire d'un parti politique est généralement liée au cheminement politique, voire à la personnalité de son fondateur. Ce dernier constitue en général le patron d'un système de clientélisme au sein du parti. Il est considéré et/ou se considère comme un *raiamandreny* et non comme un leader : il a souvent le dernier mot, malgré le statut et les règlements intérieurs du parti. Le retrait du pouvoir, la démission ou le décès du leader est souvent à l'origine d'un déclin, d'un effacement de la scène politique ou d'une scission du parti, à l'exemple du PSD, de l'AREMA et du TIM. Mais, les scissions peuvent aussi avoir d'autres raisons comme des divergences de vue et/ou de stratégie du chef de parti avec des autres leaders ou membres, conjuguées éventuellement au manque de pluralisme, de tolérance ou de discipline au sein du parti, ou des causes ethno-régionales de certains membres influents du parti. Cependant, des partis qui se sont scindés à la suite d'un événement politique semblent se rapprocher très vite dès l'appel à solidarité de leur *raiamandreny* fondateur.

Dans la plupart des cas, les dirigeants à la tête des partis demeurent inamovibles. Les relèves se font à l'intérieur de la famille du chef décédé ou « retraité », comme montre l'exemple des partis PSD, MONIMA et AKFM-Renouveau. Même si le « père » fondateur du

parti se retire, il devient président d'honneur et/ou reste le « bailleur » du parti.

En dépit de l'existence de programme ou de projet de société, on assiste à des mutations idéologiques accompagnées de changements de dénomination suite à des événements politiques.

Le manque de financement constitue une des caractéristiques principales des partis politiques malgaches. Aucune loi ne régit le financement des partis politiques. L'Etat ne leur accorde aucune aide, alors qu'ils sont sensés accomplir une mission de service public, du moins à travers leurs rôles et fonctions au sein des institutions de l'Etat et dans la société en générale. Lors des débats dans le cadre de l'élaboration d'une réglementation du financement des partis, les partis des présidents comme l'AREMA et le TIM, disposant de ressources pour financer leurs activités, s'étaient montrés très réticents à l'idée de mettre en place un système de financement des partis politiques par l'Etat. Malgré leur envergure nationale, leur large implantation territoriale, leurs efforts de structuration et de démocratisation louables, certains partis ont du mal à gagner les élections en raison du manque de financement. Ils restent ainsi des éternels partis d'opposition ou extra-parlementaires.

La plupart des partis créés après la libéralisation politique de 1990 souffrent de l'inexistence de source de financement. Ceci handicape en même temps l'émergence d'une relève au sein de ces partis. Les jeunes qui débutent à peine dans leur vie professionnelle ayant du mal à trouver des financements se désintéressent des activités au sein d'un parti politique. Le manque de financement explique en partie la tendance facile des partis politiques à s'unir dans des plateformes dans des situations politiquement bien déterminées. Souvent des partis ou des leaders de parti en quête permanente de financement se laissent facilement « recruter » par des leaders politiques disposant de sources de financement, par exemple dans le cadre de plateformes électorales ou de mouvements de contestation. Les premiers peuvent dans cette forme de collaboration se mettre au devant de la scène, ou éventuellement renforcer le parti à travers les actions financées par le leader du parti « bailleur », qui lui à son tour profite des actions et expériences des autres en terme de mobilisation de masse et/ou de manifestations de rue. Les partis qui disposent de moyens financiers pour leurs activités sont surtout des partis fondés par des (futurs) présidents de la république ou des partis dirigés par des patrons d'entreprise (AREMA, Leader-Fanilo, TIM etc.).

Changer de couleur politique est devenu une habitude pour les élus, particulièrement pour les députés. Ce phénomène a fait son apparition au sein de l'assemblée nationale avec la constitution de 1992 qui stipule la nullité du mandat impératif. Ceci se manifeste à travers soit d'un changement de parti et de coalition soit de création d'un nouveau groupe de coalition. Durant par exemple le mandat 1993/1997, le Leader-Fanilo faisait partie des groupes les plus stables, suivi du FAMIMA,

tandis que l'AKFM-Fanavaozana, le MFM/FVR et le RPSD des groupes les plus instables. (Cf. François Roubaud : Identités et transition démocratique : L'exception malgache ?, L'Harmattan, Tsipika, 2000, p. 99)

Les partis politiques prévoient rarement un congrès ou une réunion élargie dans le cadre du processus de désignation (ou non) de candidats ou de soutien des candidats d'autres partis. Ce furent le cas des partis « présidentiels » TIM, UNDD et AREMA lors de l'élection présidentielle de 2006.

La représentativité à l'échelon national et local peut différer d'un parti à un autre. Un parti faiblement implanté au niveau national mais disposant d'une forte représentativité locale peut peser lourd lors des élections locales. Comme il peut également y avoir des partis fortement structurés et d'envergure nationale mais qui n'ont cependant pas les résultats qu'on attend d'eux dans les élections nationales.

La participation des femmes au sein des partis politiques demeure infime. Jusqu'en 2009, par rapport au nombre de partis politiques officiellement enregistrés, les femmes chef de parti constituent une exception. La plupart des femmes actuellement chef de parti, entre autres Elia Ravelomanantsoa de Madagascarantsika, Brigitte Rasamoela de AMP, Yvette Sylla de MAMAN, Saraha Georget Rabearisoa de Hasin'i Madagasikara, le sont devenues en tant que fondatrices de leurs partis. Jusqu'ici aucune alternance interne au parti n'a permis à une femme d'accéder au poste de président de parti.

3. Place des partis politiques durant les républiques successives

Durant les républiques et régimes successifs, les partis politiques ont joué différents rôles au sein de l'Etat et dans la société. Leurs rôles et les espaces d'activités et d'expression mis à leur disposition n'étaient pas identiques et variaient de régime en régime.

Durant la première république, la Constitution ne fait aucune mention particulière sur les partis politiques. Mais le régime PSD de Philibert Tsiranana admit un certain pluralisme à travers l'existence de partis politiques d'opposition. Ces derniers pouvaient participer aux différentes élections. Toutefois, la pratique politique ne montrait qu'une certaine tolérance envers les partis d'opposition, qui étaient quasi absents du parlement, et avaient peu de chance de faire élire un de leurs candidats au poste de président de la république, alors que la république vivait un régime présidentiel. Vers la fin de la 1^{ère} république, l'opposition n'était représentée que par un député à l'assemblée nationale. Ainsi, le PSD a dominé toutes les institutions de la première république. On parlait même d'un « Etat PSD ».

Durant la transition vers la 2^e république, dès la remise des pleins pouvoirs par le président Philibert Tsiranana au général Gabriel Ramanantsoa, les activités des partis

politiques ont été suspendues. Les hommes et femmes issus de partis politiques étaient exclus des postes ministériels. Mais malgré tout, les nouveaux tenants du pouvoir continuaient à consulter les chefs de partis. Les représentants des partis pouvaient se faire élire dans le Conseil National Populaire de Développement, un organe consultatif créé dans le cadre de la transition formelle (prévue pour cinq ans) sur la base d'une loi constitutionnelle adoptée par référendum en octobre 1972. Après les crises politiques impliquant surtout des officiers militaires et des tenants de l'ancien régime PSD et ayant abouti à l'assassinat du chef de l'Etat, le colonel Richard Ratsimandrava, un directoire militaire a pris le pouvoir. Les partis politiques ont alors été interdits, jusqu'à l'avènement de la 2^e république.

Du temps de la révolution dite « socialiste » de la 2^e république, le cadre constitutionnel pour les activités des partis politiques était limité au Front National pour la Défense de la Révolution (FNDR). Les partis politiques qui ne voulaient pas intégrer ce Front étaient interdits. Ainsi, il n'existait aucun parti d'opposition sous la 2^e république, du moins avant la fin des années 80. Lors des élections présidentielles de 1989, des partis politiques (MFM-MFT, MONIMA-Ka Miviombio, VITM) qui s'étaient démarqués du FNDR, s'étaient positionnés *de facto* dans l'opposition et avaient proposé des candidats contre le président candidat Didier Ratsiraka. Après la réélection du président Didier Ratsiraka, l'opposition jusque là illégale, insista sur la nécessité de libéraliser les activités des partis politiques. L'ordonnance n° 90-001 régissant la libéralisation des activités des partis politiques a été dès lors adoptée en mars 1990.

Durant la transition vers la troisième république, après la libéralisation des activités des partis politiques, de nouveaux partis politiques se sont positionnés en majorité pour le processus de démocratisation en cours. Le paysage politique connut une recomposition autour de nouvelles plateformes : le MMSM des tenants du pouvoir, composé entre autres des partis de l'ex-FNDR (AREMA, VITM, MONIMA, AKFM, UDECMA etc.), et les « Forces Vives » de l'opposition d'Albert Zafy (Forces Vives Rasalama, composé entre autres des partis UNDD, AKFM-Renouveau, PRM, VVSV, MDC, PSD, RPSD) et de Rakotonirina Manandafy (MFM/Forces Vives de Madagascar).

Participation et résultats des partis politiques aux élections de 1992/1993

Le MFM était le parti le mieux placé lors de l'élection présidentielle de 1992. Les deux autres candidats Didier Ratsiraka et Albert Zafy (fondateur et chef de l'UNDD) qui étaient à la tête de tous les candidats avaient été présentés par des plateformes : le MMSM et les Forces Vives Rasalama. Les scores des candidats des autres partis (PSD, Grad-Iloafo, RPSD) ne dépassèrent pas les 5% des suffrages.

Aux élections législatives de 1993, des partis historiques PSD, AKFM et MONIMA se présentèrent sans grand

succès, tandis que le MFM arriva en tête de tous les partis politiques. Toutefois, avec seulement 15 sièges sur 138, ce dernier a été de loin devancé par la plateforme politique des Forces Vives Rasalama (48 sièges) et n'a pas fait beaucoup mieux que le Leader-Fanilo (14 sièges) ou le Fihaonana (9 sièges), des partis nouvellement créés. Le PSD s'allia avec le RPSD et avait obtenu avec celui-ci 8 députés. Les autres partis (AKFM-Renouveau, UNDD-FV, UNDD-Fahamarinana, ACCORD, CSDDM, FMV, Fivoarana, VITM, Aombilahivanga, Filongoa, GLM, GRAD-Iloafo, Iray Vatsy Solidarité, Maha-Olona, Miara-Mivoatra, MM-HVR, PRM, Tsy Miankina, UDRN, Vatomizana) ayant participé aux législatives de 1993 avaient pu placer entre 1 et 5 députés. Plus particulièrement, l'UNDD, scindé en deux lors de ces élections, totalisait 6 députés. L'AREMA n'avait pas participé ouvertement aux législatives de 1993, ses candidats s'étaient présentés sous la couleur du FAMIMA (11 sièges).

La constitution de septembre 1992 reconnaissait la liberté d'action et le pluralisme des partis politiques. Pour la première fois à Madagascar, dans le cadre d'un régime semi-parlementaire, les députés étaient appelés à désigner le premier ministre et pouvaient empêcher le président de la république. Dans la pratique parlementaire, l'enjeu était concentré autour des partis ou des coalitions de partis capables de mobiliser le plus grand nombre de députés. La capacité de mobilisation des partis dépendaient surtout du nombre de députés du parti, du charisme du chef du groupe parlementaire mais aussi des idées et arguments proposés par le parti.

En 1995, Madagascar comptait 150 partis politiques officiellement enregistrés. Les enjeux des prises de décision au sein du parlement tournaient autour de la majorité présidentielle (FVR) et des majorités parlementaires, variables selon les idées, les arguments et enjeux de lutte de pouvoirs entre le président Albert Zafy, le parlement et les députés ainsi que le premier ministre.

Après l'empêchement du président Albert Zafy par l'Assemblée nationale et le retour de Didier Ratsiraka de l'exil français en 1996, le paysage politique a retrouvé sa physionomie d'avant les élections de 1992/1993 : la plupart des partis politiques se positionnaient autour d'Albert Zafy ou de Didier Ratsiraka. Le parti MFM avait montré une certaine volonté d'indépendance par rapport aux autres partis et aux plateformes existantes du moment mais n'avait pas pu empêcher le retour au pouvoir de Didier Ratsiraka et la révision de la Constitution par référendum que celui-ci avait initié.

L'AREMA, le Leader-Fanilo de Herizo Razafimahaleo, l'AVI de Norbert Ratsirahonana, le MFM de Manandafy et l'AKFM-Renouveau de Richard Andriamanjato figuraient parmi les partis les plus visibles et politiquement actifs dans les institutions étatiques durant le mandat du président Ratsiraka. Le Leader-Fanilo et l'AKFM-Renouveau firent coalition avec l'AREMA lors du deuxième tour des présidentielles de 1996/1997 où l'amiral Didier Ratsiraka était sorti vainqueur. Leurs membres occupèrent des postes

stratégiques au sein du gouvernement. Toutefois, le chef du Leader-Fanilo n'avait plus fait partie des membres du gouvernement après le changement de premier ministre opéré par le président Ratsiraka. L'AVI renforça ses positions et sa base (surtout au sein du corps des fonctionnaires) durant la période entre l'empêchement du président Albert Zafy et les élections présidentielles de 1996 au cours de laquelle Norbert Ratsirahonana avait occupé le poste de chef d'Etat par intérim.

Participation et résultats des partis politiques aux élections de 1996/1998

L'AREMA de Didier Ratsiraka avait gagné le premier tour de l'élection présidentielle de 1996 avec 36,6 % des suffrages devant 14 autres candidats dont ceux des partis Leader-Fanilo, AVI et AKFM-Fanavaozana qui avaient respectivement obtenu 15,1%, 10,3% et 4,9% des suffrages. Le candidat Albert Zafy, président d'honneur de l'UNDD, était arrivé second avec 23,4%. Les autres candidats, dont ceux du RPSD, du Fihaonana et du GRAD-Iloafo avaient récolté entre 2,8 et 0,4% des suffrages.

Lors des élections législatives de 1998, l'AREMA avait raflé 64 sièges sur 150. Le Leader-Fanilo, comme en 1993, était resté le deuxième parti au sein de l'Assemblée nationale. D'autres partis, à l'instar du RPSD et de l'AKFM-Renouveau, s'étaient mis en valeur au sein de l'Assemblée nationale à travers leur appartenance à la mouvance présidentielle autour de l'AREMA.

En vue des élections futures, le Leader-Fanilo avait organisé en mars 1999 une « Table Ronde des Partis politiques » durant laquelle des représentants de partis politiques avaient discuté de l'éthique politique et de sa mise en pratique à travers des propositions concrètes de révision du code électoral, de la mise en place d'un Comité National de Surveillance des Elections, et sur la déontologie des hommes politiques et des partis politiques malagasy (cf. Recueil de textes sur la recherche de consensus à Madagascar, vol. 2 et vol. 3, KMF/CNOE, RJDP, FES, Antananarivo, mai 2009).

Participation et résultats des partis politiques aux élections de 2001

Lors des élections présidentielles de 2001, les partis d'opposition (MFM, UNDD, RPSD, AVI) projetèrent de présenter un candidat unique. Ils avaient participé activement à la rencontre internationale sur les élections présidentielles organisée par la Friedrich-Ebert-Stiftung, le KMF/CNOE et l'ACHROPOL à Antananarivo en 2001 et avaient exigé une révision du code électoral, en particulier l'égalité de chance de tous les candidats aux élections, à travers par exemple l'utilisation du bulletin unique. Le consensus autour d'un candidat unique n'ayant pas été trouvé, l'opposition se présenta en ordre dispersé avec les candidatures d'Albert Zafy, de Daniel Rajakoba et de Norbert Ratsirahonana. Outre les candidats de l'AREMA et du Leader-Fanilo, deux



candidats n'adhérant à aucun parti politique avaient décidé de participer à l'élection : Patrick Rajaonary (ex-maire de Fandriana) et Marc Ravalomanana (maire de la capitale). L'AVI avait alors retiré la candidature de Norbert Ratsirahonana pour soutenir Marc Ravalomanana, qui avait également reçu le soutien des autres partis sans candidats (MFM, RPSD etc.).

Les mouvements de contestation des résultats des élections par le candidat « sans parti » Marc Ravalomanana avaient été encadrés par des partis « sans candidat », comme le MFM, l'AVI et le RPSD. Le MFM avait assuré la sensibilisation de la base à travers le mouvement KMSB (Comité de soutien du choix du peuple), et avait structuré le mouvement des partis politiques autour de Marc Ravalomanana dans le KMMR, le Comité de soutien à Marc Ravalomanana. Les partis Leader-Fanilo, UNDD et Fihavanantsika ne s'étaient pas impliqués ouvertement, ni du côté de Ratsiraka, ni du côté de Ravalomanana. Comme la plupart des hauts dirigeants de l'AREMA avaient pris le chemin de l'exil en France suite à la crise de 2002, ceux restés au pays essayèrent de réorganiser et de restructurer le parti, mais n'avaient pas pu éviter les scissions du parti. L'association Tiako Iarivo se transforma en Tiako i Madagasikara (TIM) peu de temps après la prise officielle de pouvoir du président Marc Ravalomanana.

Participation des partis politiques durant le mandat du président Ravalomanana (2002 à 2008)

Durant les trois élections législatives organisées sous les mandats de Marc Ravalomanana, le TIM était toujours sorti vainqueur. En décembre 2002, il avait raflé 108 sièges parmi les 160. Les autres partis de la mouvance présidentielle, l'AVI et le RPSD se retrouvèrent à la 2^e place avec respectivement 9 et 7 députés, la plateforme électorale « Firaisankinam-Pirenena » (TIM + AVI + RPSD) gagna en sus 7 sièges. Les partis d'opposition ont été réduits à une portion négligeable avec seulement 3 pour l'AREMA, 3 pour le TTS/MTS de Roland Ratsiraka et 1 pour le Leader-Fanilo. Les Indépendants et le MFM qui s'étaient rapprochés du TIM ont réussi à faire élire respectivement 15 et 2 députés.

En septembre 2007, le TIM renforça sa victoire avec 106 députés sur 127. L'opposition représentée par le Leader-Fanilo avait 1 député ; les Indépendants et autres groupuscules (avec 1 à 2 députés) occupaient le reste des sièges.

(Cf.

http://www.rfi.fr/actufr/articles/093/article_57076.asp

et

http://www.hcc.gov.mg/index.php?option=com_content&task=view&id=189&Itemid=50).

En 2008, les 22 sénateurs élus (sur 22 à élire) étaient issus du rang du TIM, dont une moitié a été élue avec 100% des suffrages exprimés et l'autre moitié avec 52% à 98%. (Cf.

<http://www.saflii.org/mg/cases/MGHCC/2008/11.pdf>).

Les 11 sénateurs (sur 11) désignés par le président

Ravalomanana faisaient partie de la mouvance présidentielle (GRAD-Iloafo, PSD, TEZA, AVI ...) ou étaient des personnalités proches de cette mouvance.

A l'élection présidentielle du 3 décembre 2006, le candidat Marc Ravalomanana du TIM sortit « vainqueur » avec 54,79% des suffrages au premier tour devant 13 autres candidats. Selon les chiffres de la Haute Cour Constitutionnelle (http://www.hcc.gov.mg/index.php?option=com_wrapper&Itemid=43), ces derniers ont obtenu chacun : 11,65% pour le PSDUM, 10,14% pour le MTS, 9,03% pour le Leader-Fanilo, 4,22% pour l'AVI, 4,18% pour l'AKFM-Fanavaozana, 2,56% pour Madagasikarantsika, 1,68% pour le Tambatra, 0,64% pour le Fihavanantsika, 0,33% pour le MFM, et 0,00% pour le MONIMA.

Les partis et plateformes de l'opposition autour d'Albert Zafy (RFN, CRN, 3FN, SPDUN, MCSR, UNDD, AFFA etc.) n'avaient proposé aucun candidat. L'AREMA n'avait pas pu imposer la candidature de Pierrot Rajaonarivelo qui était interdit d'entrée au pays. Les partis AME, TEZA, GRAD-Iloafo, AMF/3FM, Liaraike, PFM et AREMA-Matotra avaient ouvertement soutenu le candidat Marc Ravalomanana.

Dans la pratique des institutions, le parlement et l'exécutif étaient dominés par le TIM. Les partis d'opposition étaient quasi absents du parlement. Les chefs des partis AVI, MFM et RPSD, des ex leaders du KMMR, qui étaient des fiers conseillers du président Ravalomanana « démissionnèrent » l'un après l'autre, les membres de ces partis dans les premiers gouvernements furent petit à petit limogés. Presque toutes les lois adoptées et promulguées ensuite par le président étaient des projets de loi du gouvernement. Les partis d'opposition n'avaient pas d'espace d'expression. Ils n'avaient pas accès aux médias publics. Leurs manifestations publiques étaient systématiquement interdites ou perturbées par « des casseurs ». Avant et après les différentes élections, les partis d'opposition insistèrent en vain sur la réforme du code électoral, la mise en place d'une commission électorale indépendante, la prise en charge par l'Etat du transport des bulletins des candidats, l'utilisation du bulletin unique, la réforme de la loi sur les partis politique, l'adoption d'une charte de l'opposition, l'adoption d'un nouveau code de la communication, l'adoption d'une loi sur l'amnistie concernant la crise de 2002 etc.

Les partis politiques s'activèrent pour la réalisation de ces réformes. Dans la logique de la « Table Ronde des partis politiques » de 1999, les états généraux des partis politiques de septembre 2002, co-organisés avec la FES, avaient déclaré obsolète la loi n° 90-001 régissant les politiques depuis mars 1990. En 2003 et 2004, des séances de formation avaient été organisées dans le sens de la professionnalisation des partis, des ateliers avaient été organisés pour élaborer et valider (le 27 mai 2004) une proposition de loi sur les partis politiques. Des études concernant le financement des partis politiques avaient été réalisées en 2004 avec le

Conseil supérieur de lutte contre la corruption (CSLCC). En avril 2006, des partis politiques avaient signé le Manifeste des partis politiques et élaboré une Charte de partis politiques. Un « Standard d'intégrité des partis politiques » a été conçu avec le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) en collaboration avec les partis politiques en octobre 2006, mais interdit de diffusion. En août 2007, les partis politiques, en collaboration avec la FES et le Réseau des Jeunes pour la Démocratie et la Politique (RJDP) participèrent activement au « Forum des Partis », une sorte de plaidoyer pour les partis politiques, à travers des débats et rencontres thématiques ainsi que des expositions sur les partis politiques à Madagascar.

Le régime Ravalomanana avait révisé la loi n° 90-001 vers fin 2008 sans l'implication des partis d'opposition. Le KMF/CNOE, des jeunes engagés de Nova Stella (anciens de l'Institut Catholique de Madagascar) et des sortants du YLTP, avaient alors programmé avec l'appui de la FES un atelier où tous les partis politiques pouvaient exprimer leurs idées et faire des propositions envoyées plus tard aux différents responsables politiques et étatiques. Le TIM ne participa pas à cet atelier. La nouvelle loi a été adoptée par le parlement en décembre 2008 mais n'a pas été promulguée jusqu'ici. D'après les dispositions de cette loi, tout candidat devait être présenté par un parti politique, les candidatures sous l'étiquette Indépendant n'étaient plus admises.

Participation des partis politiques au cours du mouvement de contestation de 2009

Durant la crise 2009/2010, les partis (cités ci-dessus) qui s'étaient portés candidats contre le candidat Marc Ravalomanana en 2006 se positionnèrent dans le camp du TGV, l'association de l'ex-Maire de la capitale. Les mouvances ou partis des trois anciens présidents Albert Zafy, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana connurent au cours des processus de négociation de sortie de crise des scissions, des démissions de personnalités clés, ou des politiciens modérés qui acceptèrent d'intégrer le cadre de l'actuelle transition. La mouvance Ravalomanana, constituée entre autres d'une partie du TIM (qui n'a pas rejoint l'aile du TIM de Raharinaivo Andrianantoandro), ainsi que le MFM, le TEZA et l'AMF/3FM se sont regroupés dans l'Udem-Pro. La mouvance d'Albert Zafy est quant à elle composée du parti UNDD et d'autres partis membres de la plateforme HPM (cf. <http://fr.allafrica.com/stories/201009091129.html>).

L'AREMA constitue principalement la mouvance Ratsiraka. Le mouvement MDM de l'ex-secrétaire national de l'AREMA Pierrot Rajaonarivelo et le MONIMA de Monja Roindefo ne font partie d'aucune de ces mouvances. Une grande partie des partis politiques qui ont initié et signé un accord politique entre les partis politiques se sont rassemblés au sein de l'ESCOPOL : AMP, AME, AREMA Vaovao, Madagasikarantsika, RPM, MAFI, MAMAFISOA, MAMI, MTS, GRAD-Iloafo (cf. <http://www.madagascar-tribune.com/ESCOPOL-marque-deposee,14993.html>).

Les partis ou plateformes membres du Congrès de la Transition (l'équivalent d'une Assemblée nationale) sont : TGV (52 membres), UDR-Changement (29), ESCOPOL (62), HSPM (7), AREMA (7), TIM (52) (cf. <http://www.actumada.mg/index.php/derniere-minute/1000-les-256-membres-du-congres-de-la-transition-officiellement-installes>). Les partis ou plateformes membres du Conseil Supérieur de la Transition (l'équivalent d'un Sénat) sont entre autres : AKFM-Renouveau, PFM, AKFM, Tambatra, RPSD-Vaovao, TGV, Matsilo, PSDUM, AVI, Leader-Fanilo, PFD, Farimbona, UDSM, GRAD-Iloafo, AREMA, MTS, Madagasikarantsika, Hasin'i Madagasikara, Fihavanantsika, VVSV, PRM, Liaraike. Le TGV reste, à travers son fondateur devenu chef de la transition, le meneur de la transition depuis 2009 jusqu'à aujourd'hui (novembre 2010). Les partis qui se sont toujours opposés auparavant (UNDD, AREMA, TIM et MFM) sont devenus des alliés et font bloc contre l'actuel régime de transition.

Conclusion sur le cercle des principaux partis politiques malgaches

La plus grande majorité des partis politiques enregistrés officiellement au Ministère de l'intérieur depuis la libéralisation politique de 1990 ne sont ni actifs ni visibles, donc *de facto* inexistantes. En réalité, le Ministère de l'Intérieur ne disposait et ne dispose d'aucun outil ou moyen qui lui permet d'actualiser, par exemple chaque année, son registre de partis politiques. De là découle le nombre élevé de parti politique souvent cité afin de dénigrer les partis politiques et les politiciens en général. En réalité, ces chiffres ne correspondent pas du tout au nombre de partis politiques réellement existants, actifs et essayant de réaliser avec volonté et insistance tant bien que mal les fonctions qui leur échoient malgré les problèmes et blocages auxquels ils font face.

Une première sélection de partis politiques peuvent se faire à travers leur participation aux diverses activités communes des partis politiques, entrant dans le cadre de leur structuration, professionnalisation et démocratisation, indépendamment de leurs idéologies ou tendances politiques.

Les 35 partis suivant appartiennent à cette première sélection : AKFM, AKFM-Fanavaozana, AME, AMF/3FM, AREMA, AVAMAMI, AVI, DHD, FARIMBONA, FIDEM, Fihavanantsika, GRAD-Iloafo, HVR, LEADER-Fanilo, Madagasikarantsika, MASTERS, MATSILO, MFM, MONIMA, MTS, PFD, PFM, PRM, PSD, PSDUM, RPM, RPSD, RPSD-Vaovao, Tambatra, TEZA, TIM, UNDD, UDSM, VVSV.

Afin de mieux cerner ces 35 principaux partis politiques, il convient ici de se référer à leur participation aux différents mouvements de contestation – indépendamment du caractère légitime/légal ou non de ces derniers, qui avaient eu lieu dans le pays depuis la libéralisation politique de 1990 et déjà analysés dans la deuxième partie de cette étude.



Ainsi, la suivante sélection tient compte de la capacité de mobilisation et de leadership de ces partis politiques dans le sens de leurs stratégies et actions, de leurs capacités de participation aux négociations, de leur appartenance au cercle restreint d'acteurs stratégiques reconnus par les autres acteurs, de leurs contributions thématiques et influences au sein des différents organes de débats et de consultation, de leur présence et participation au sein des institutions de la transition - indépendamment du caractère légitime/légal ou non de ces dernières.

Si on tient compte, outre ces facteurs, de la participation et des résultats électoraux des partis, indépendamment du caractère démocratique ou non des élections, le cercle des partis « à caractère stratégique » se réduit à une dizaine de partis.

Les tableaux suivants résumant les résultats des partis politiques (en tant que tel et non dans le cadre d'une alliance) aux élections présidentielles et parlementaires d'après 1990.

(http://en.wikipedia.org/wiki/Malagasy_presidential_election,_1996 et Mcar Tribune du 23 décembre 1992).

R a n g	Résultats des partis politiques aux élections présidentielles (% des suffrages)			
	3 déc. 2006	16 déc. 2001	3 nov. 1996	25 nov. 1992
1	TIM (54,79)	TIM (51,46)	AREMA (36,60)	AREMA (29,22)
2	PSDUM (11,65)	AREMA (35,90)	UNDD (23,39)	MFM (10,21)
3	MTS (10,14)	UNDD (5,07)	Leader- Fanilo(15,13)	RPSD (4,60)
4	Leader- Fanilo (9,03)	Leader- Fanilo (4,00)	AVI (10,14)	PSD (3,51)
5	AVI (4,22)		AKFM-Fan (4,94)	GRAD-I (2,19)

R a n g	Résultats des partis politiques aux élections parlementaires (nombre de siège)			
	23 sept. 2007	15 déc. 2002	17 mai 1998	16 juin 1993
1	TIM (105/127)	TIM (108/160)	AREMA (64/150)	MFM (15/138)
2	Leader- Fanilo (1)	AVI (9)	Leader- Fanilo (16)	Leader- Fanilo (14)
3	AME (1)	RPSD (7)	AVI (14)	Famima (11)
4	Liaraike (1)	AREMA (3) TTS/MTS(3)	RPSD (11)	Fihaonan a (9)
5		MFM (2)	MFM (3) AKFM-F (3)	UNDD (6)

Selon ces tableaux, les partis AREMA, TIM, UNDD, Leader-Fanilo, MFM, AVI et RPSD émergent du « cercle restreint » des partis politiques par rapport à leurs résultats électoraux et/ou à leur présence dans les institutions de l'Etat, à par leurs activités dans la restructuration et la professionnalisation des partis politiques, à leur capacité de leadership et de mobilisation pour ou contre des mouvements de contestation.

Le PSDUM de Lainiriko Jean et le MTS de Rolland Ratsiraka, placés 2^e et 3^e lors des dernières élections présidentielles de 2006 mais quasi absents dans le parlement, actifs et visibles durant l'actuelle transition, doivent encore confirmer leur appartenance à ce cercle de « partis stratégiques » lors des prochaines élections. Aussi, les autres partis créés après 2009 (TGV, AMP, Hasin'i Madagasikara, MAMAFISOA, MAMAN, MDM, les différents ailes du TIM, OTRIK'AFO, et autres) doivent aussi confirmer leur appartenance à ce cercle de partis politiques lors des prochaines élections, malgré leurs actions, leur capacité de leadership, leurs rôles dans les processus de négociation et leur participation dans les institutions de l'actuelle transition.

Ces conclusions se réfèrent en premier lieu sur le travail des partis politiques au niveau de l'Etat central et ne tiennent pas compte du facteur de représentativité des partis politiques au niveau provincial ou régional, étant donné qu'aucun parti politique à Madagascar ne s'est déclaré être ou vouloir être un parti « local » ou « régional » qui n'aurait le besoin d'être représenté dans les institutions de l'Etat à travers les élections (et/ou des mouvements populaires). Ces conclusions ne tiennent pas compte des possibles perceptions de la population de chaque parti politique.

La restructuration du monde des partis politiques et la professionnalisation des partis politiques exigent en premier lieu l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis politiques adaptée aux conditions de travail politique dans le pays, favorisant un pluralisme fonctionnel, facilitant l'émergence d'un système de partis stable et stabilisateur, promouvant des partis démocratiques pouvant jouer leur vrai rôle dans la société et au sein de l'Etat à travers divers mécanismes de fonctionnement et de financement. Ce processus de réforme doit s'accompagner de la préparation de la relève et de la promotion de la participation des femmes au sein des partis.



A propos des auteurs

Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON, Magistrat de carrière, juriste-politologue de formation

Jean-Aimé A. RAVELOSON, coordinateur de projets à la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
BP 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable
Constantin Grund
Représentant Résident de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Fon: +(261 34) 05 344 24
e-mail: info@fes-madagascar.org
<http://www.fes-madagascar.org>